

La principale différence d'opinion entre eux, en ce moment, porte sur le nombre des stations sismiques automatiques qu'il y aura en URSS et sur la fréquence des visites d'équipes internationales chargées de les inspecter. Les Soviétiques ont accepté trois inspections par an. Alors qu'il y a quelques jours, ils déclaraient encore ne vouloir accepter aucune inspection d'aucune nature; les Américains en demandaient huit ou dix.

Il est extrêmement important d'aboutir à un accord sur cette question. S'il était possible d'en arriver à une entente au sujet de l'interdiction des essais nucléaires, elle ferait cesser la radiation, et l'on pourrait alors procéder au règlement des autres problèmes que pose le désarmement. En tout cas, le Canada poursuivra ses efforts pour trouver une solution raisonnable, et je pense, qu'aujourd'hui, notre pays est reconnu, d'une façon générale, comme ayant pris l'initiative des travaux devant mener à quelque accord sur le désarmement entre l'Est et l'Ouest.

Voilà pour l'activité du Canada en ce qui concerne le désarmement. Il y a aussi une activité connexe: le maintien de la paix. Si nous réussissons à en venir à un certain désarmement, . . . il faudra ensuite s'employer de plus en plus au maintien de la paix. Les deux vont à peu près de pair et, à mon avis, le maintien de la paix dans le monde, sous les auspices des Nations Unies, va prendre une importance croissante. Le Canada est on ne saurait mieux placé pour jouer ce rôle et il est, avec l'Inde, le pays qui a le plus d'expérience dans ce domaine. Ainsi, par exemple, l'opération au Congo. Nous avons été présents au Congo dès le début. La Chambre y a autorisé l'envoi de 500 Canadiens, nous avons assuré le fonctionnement du réseau de communications pour les Nations Unies au Congo, nous avons pris une part très active dans les services aériens et dans la composition de la Force des Nations Unies. Ce travail est accompli dans une large mesure par des Canadiens bilingues, des Canadiens français, et il y a partout dans le monde, aujourd'hui, une tâche qui attend les Canadiens d'expression française. Au Congo, ce sont des Canadiens français qui dirigent l'activité du Canada.

Notre pays est aussi représenté au Comité consultatif du secrétaire général pour le Congo. Ce Comité groupe les représentants de seulement trois pays du bloc occidental, la Suède, l'Irlande et le Canada, ainsi que ceux de dix-sept pays de l'Afrique et de l'Asie. Nous sommes en mesure de discuter des affaires congolaises à n'importe quel moment avec le secrétaire général et de lui offrir des conseils, ainsi qu'aux autres membres du Comité. Les députés qui ont été au siège des Nations Unies reconnaîtront, je pense, que la participation du Canada, à l'organisation mondiale, en ce qui a trait au Congo, a été fort salutaire. Nous avons essayé d'empêcher les esprits de s'échauffer. Nous nous sommes efforcés d'exhorter les parties en cause à la modération, et j'ai l'impression que nous avons pu faire beaucoup de bien à cet égard.

Notre ligne de conduite au sujet du Congo a toujours été d'appuyer les Nations Unies. Certains pays de l'Ouest n'ont pas imité cette attitude. La France